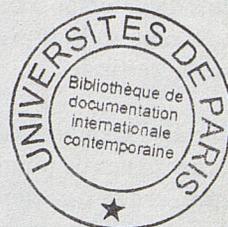


# bulletin hebdo



## FSLN : le débat est ouvert

Par Sergio Ferrari

Managua, mai (NOTINIC). Les résultats électoraux ont mis Nicaragua en état de choc. Deux jours seulement après le changement de gouvernement, l'UNO vivait sa première fracture avec l'affrontement ouvert entre les conseillers de Violeta Chamorro et le vice-président Virgilio Godoy qui annonçait son entrée dans l'opposition. Le FSLN n'a pas échappé à la tourmente générale et au syndrome de l'échec électoral, confronté à cette nouvelle étape d'opposition "constructive", selon l'expression de ses dirigeants. Sans aucune préparation, les uns et les autres doivent faire face à ce changement de rôle qui remet en question programmes et plates-formes, oblige à redéfinir les tâches et conduit à s'interroger sur sa propre identité de parti.

### DIVISIONS ?

La presse étrangère, profitant d'une certaine absence de définition de la part du FSLN, a immédiatement ressorti du grenier de supposées tensions, irréversibles selon certains, au sein de la Direction Nationale. Les commentaires ont mis l'accent sur l'antécédent de division en tendances (*voir note*) qui a précédé le triomphe de la Révolution, plus que sur le succès de la réunification de mars 79, qui s'est convertie en

élément décisif de la victoire contre la dictature.

Douze ans après, une lecture superficielle de l'histoire conduit certains à parier sur la faillite du FSLN. Nier la crise produite par la perte du pouvoir pour un parti qui l'a conquis après vingt ans de lutte armée et l'a exercé pendant dix ans serait aussi naïf que de simplifier à l'extrême le caractère de cette crise : ces deux attitudes sont trop légères face à l'importance de l'étape qu'affronte un parti qui donne, une fois de plus, la preuve de la discipline de ses militants.

### UN NOUVEAU FSLN POUR UNE NOUVELLE ETAPE

Après le triomphe de la Révolution, le FSLN a conservé son caractère d'organisation politico-militaire et d'avant-garde tel qu'il est défini par le programme historique de 1969. La nécessité de former un nouvel appareil d'Etat après la destruction des structures somozistes, ajoutée à la guerre, ont renforcé la centralisation de la direction, le verticalisme, les mécanismes "du sommet vers la base", le maintien des dirigeants historiques aux postes-clés et certains modes de fonctionnement propres à l'étape antérieure de guérilla. Pas de recours à la démocratie électorale inter-

ne, peu de contributions de la base dans l'élaboration d'orientations qui tendent à échapper au pragmatisme que peut apporter une gestion quotidienne dans les différents secteurs. Le FSLN n'a connu qu'une lente rénovation de ses cadres, les commandants de la Révolution et de la guérilla ont continué à tenir les rênes au sein du parti. Seulement l'Assemblée sandiniste, organe principal de consultation de la Direction nationale composé d'une centaine de membres, a partiellement accès à l'élaboration des orientations politiques.

### SOMMAIRE

FSLN : le débat est ouvert

Contra : la situation se complique encore

Les derniers paladins

Economie : l'inquiétude

Persiste l'Amérique centrale entre menaces et négociations

40 P 11481



Aujourd'hui, le débat est dans l'air. La tenue d'un premier congrès du FSLN pourrait en être la tribune. A l'ordre du jour : une analyse de la défaite électorale, dont certains dirigeants estiment qu'il faut chercher les causes dans dix ans de gestion plus que dans les quelques mois de campagne électorale ; l'organisation du parti et la définition d'une nouvelle plate-forme politique. "Le projet politique élaboré par les cadres sera soumis à un ample débat à la base", confirme le Commandant Bayardo Arce, tandis que le Commandant Víctor Tirado annonce qu'il faut "démocratiser les structures, faire place à de nouveaux cadres, avec une conception de l'organisation moins verticale".

Certains membres de la Direction nationale ont déjà lancé des lignes de réflexion face à la "crise" post-électorale : quel sera le caractère de cette nouvelle étape ? Que signifie être révolutionnaire aujourd'hui au Nicaragua ? La confrontation avec l'impérialisme est-elle viable et sinon, comment cohabiter avec lui ? Les révolutions du Tiers-Monde peuvent-elles être socialistes ? Quelles relations le FSLN va-t-il entretenir avec l'Internationale socialiste ? Le FSLN doit-il être un parti de cadres ou un parti de masse ?

Certaines divergences se sont déjà exprimées à travers des déclarations personnelles, en particulier lorsque V. Tirado a annoncé la fin des révolutions anti-impérialistes "classiques" s'appuyant sur la lutte armée, telles qu'on les a connues depuis les années 50.

#### L'ANTI-IMPERIALISME

A la suite des déclarations de V. Tirado, Bayardo Arce livrait ses appréciations : "Les revers subis par le socialisme du fait de ses problèmes structurels en Europe de l'Est ainsi que notre propre expérience ne signifient nullement que la perspective de la lutte anti-impérialiste en finit là". Daniel Ortega, quelques jours après la défaite électorale, réaffirmait la validité de l'anti-impérialisme et de l'expérience sandiniste, tandis que Tomas Borge déclarait pour sa part "souffrir de la maladie de l'anti-impérialisme et de la fidélité aux principes révolutionnaires".

Pierre angulaire de ce premier débat, l'analyse de V. Tirado reconnaît que "l'anti-impérialisme est l'essence du sandinisme" mais appelle à réfléchir sur le nouveau contexte international et à rénover certaines conceptions. Les principes initiaux ont pu voir évoluer leur contenu. La nécessité d'un approfondissement théorique et d'une actualisation n'échappe pas au Front sandiniste, occupé tout entier pendant dix ans à répondre pragmatiquement aux problèmes quotidiens posés par la direction du pays.

#### CRISE MONDIALE DU SOCIALISME

La situation internationale actuelle marque-t-elle la mort d'un socialisme qui demeure l'objectif stratégique du

FSLN ou bien seulement l'échec de son application dévoyée ? "Nous ne pouvons nous cramponner - nous ne l'avons jamais fait - à une vision héritée du siècle passé. Il faut s'adapter aux nouvelles nécessités, mais toujours à partir d'une conception socialiste". Bayardo Arce apporte un élément de réponse aux multiples questions que posent les transformations survenues dans des pays qui ont été les principaux alliés du Nicaragua. "Mais comment aller vers le socialisme dans un pays comme le nôtre où l'enseignement primaire n'est pas encore garanti à tous ? Pourtant, nous ne le perdons pas de vue comme perspective historique" affirme V. Tirado qui regarde vers un horizon plus éloigné.

#### QUEL PARTI ?

Redéfinir la conception du parti, conçu jusque-là comme une avant-garde au sens léniniste du terme, est une des tâches que s'est assignée le FSLN, déjà en route vers l'élargissement à un parti de masse. Certains membres de la Direction nationale ont avancé la possibilité d'une nature hybride qui allierait parti de cadres et parti de masse. Le parti "peut être un peu en avant mais non se substituer à la société, sinon l'analyse scientifique ne sert à rien, estime V. Tirado. Certaines circonstances comme la guerre obligent à jouer un rôle directeur ; mais ensuite, lorsque le thermomètre baisse, il faut redescendre vers la société et agir en coordination avec elle".

#### ADHERER A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE ?

Le programme historique du FSLN préconise une "politique extérieure indépendante" et une "véritable union des peuples centraméricains pour ne former qu'une seule patrie". Sans nier la relation privilégiée avec les partis communistes étrangers, la politique extérieure du Nicaragua a été déterminée pendant dix ans par le principe de non-alignement : participation active au Mouvement des non-alignés, à la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine (COPPPAL) et présence du FSLN à l'Internationale socialiste en tant qu'observateur et invité permanent.

Un mois avant les élections, le vice-président Sergio Ramírez annonçait une possible adhésion à l'Internationale socialiste. V. Tirado et D. Ortega abordaient également cette éventualité, ainsi que Bayardo Arce qui signifiait que la décision devrait être sujette à un vaste débat avec la base et prise seulement si elle ne signifiait aucun renoncement aux principes stratégiques du sandinisme.

La crise des pays de l'Est et ses conséquences sur les partis communistes, le risque d'isolement et les conflits que connaît le Mouvement des non-alignés pourraient être des éléments décisifs au moment de prendre la décision. Certains militants s'avouent préoccupés par cette adhésion dont ils ont appris l'éventualité à travers les déclarations de leurs dirigeants sans que cela ait fait l'objet d'une consultation de la base.

## RESOUDRE LA CRISE

Les prochaines années seront de première importance pour le sandinisme. La démocratisation des structures du FSLN, l'oxygénation et l'actualisation de ses principes reçoivent l'aval unanime de ses dirigeants. Malgré l'incertitude politique dans laquelle se trouve une partie des militants dépassés par la nouvelle situation, l'unité s'est jusque-là maintenue. La division qui a précédé le triomphe est une expérience encore récente que personne ne veut voir répétée. Si quelque chose semble clair aujourd'hui pour tous les sandinistes, c'est bien que la cohésion est la condition fondamentale de la survie. "La maladie que nous souffrons est celle d'un respect indéclinable pour l'unité sandiniste et d'une loyauté inconditionnelle au FSLN et à la Direction nationale" conclut Tomas Borge, l'unique survivant des fondateurs du Front.

L'avenir du sandinisme dépend de la maturité qu'il démontrera pour faire face à l'étape cruciale ouverte par les élections. Le premier pas a été fait avec la reconnaissance explicite de sa "crise de croissance". La recherche des remèdes constituera le prochain pas qui devra répondre à une double attente : celle des militants qui exigent des clarifications satisfaisantes et celle du mouvement révolutionnaire latino-américain et tiers-mondiste qui a placé d'immenses espoirs dans la Révolution sandiniste.

Note : de 1975 à 1977, le FSLN connaît un processus de division qui aboutit à l'éclatement en trois tendances, aux structures et au fonctionnement séparés :

-la tendance "prolétarienne" qui privilégie l'organisation du prolétariat ouvrier et paysan, veut combiner lutte armée et lutte politique sous la direction d'une avant-garde de type léniniste, avec comme objectif l'instauration d'un pouvoir révolutionnaire et la construction du socialisme. Cette tendance conjugue l'héritage de Sandino avec celui du marxisme-léninisme.

-la tendance "guerre populaire prolongée" privilégie les zones rurales comme cadre d'une guerre de guérilla, préconise l'alliance ouvriers-paysans-petite bourgeoisie radicalisée et l'ouverture du Front à cette dernière.

-la tendance "insurrectionnelle" ou "terceriste" privilégie les actions armées en milieu urbain visant à se gagner la population et à accélérer le mouvement populaire vers l'insurrection ; préconise une large politique d'alliance sur le plan national et international (secteurs de la bourgeoisie antisomoziste et social-démocratie internationale).

## CONTRA : LA SITUATION SE COMPLIQUE

Par Alberto Gómez

Managua, 28 mai (NOTINIC). L'état-major de la contra a annoncé cette semaine la suspension pour une durée indéterminée du processus de démobilisation de ses troupes. Les raisons avancées par Franklin concernent "le climat d'incertitude et d'instabilité sociale créé par le Front sandiniste".

Cette nouvelle position, qui termine avec l'espoir de voir la contra revenue à la vie civile le 10 juin, comme le prévoyaient les derniers accords, relance l'inquiétude de nombreux secteurs sociaux.

Roberto Ferrey, désigné par la présidente pour suivre ces questions, a affirmé de son côté que 1 404 contras, sur les 8 000 regroupés dans les zones de sécurité, ont déjà déposé les armes. Selon lui, la démobilisation se poursuit. "Ferrey confond tout, a déclaré Johnny, membre de l'état-major contre-révolutionnaire. En réalité, le désarmement se poursuit parce que nous ne pouvons retenir personne de force, mais l'état-major n'accélérera pas les choses et la démobilisation sera une décision personnelle des combattants".

Devant la gravité des récents événements, Javier Pérez de Cuellar a convoqué d'urgence le Conseil de sécurité de l'ONU pour analyser la situation. Selon le Secrétaire général de l'ONU, si la contra n'est pas désarmée le 10 juin, cela sera un échec de la mission des Nations Unies qui doit prendre fin à cette date. C'est ce qui explique le ton péremptoire du communiqué publié par le Conseil de sécurité exigeant de la contra un désarmement immédiat.

Dans le cas contraire, les Forces de Paix courraient le risque de se retrouver au 10 juin prises entre les feux des forces qui se combattent depuis dix ans. Leur responsable, le général Quezada, a appris du gouvernement Chamorro l'éventualité d'une réponse militaire à la contra. Selon Pérez de Cuellar, le maintien des casques bleus dans les zones de sécurité après le 10 juin serait un "piège" car cela avaliserait l'existence d'un "sanctuaire contra à l'intérieur du Nicaragua". Si au contraire, ils se retireraient, ils laisseraient le terrain libre à une confrontation qui pourrait s'étendre aux pays frontaliers, le Honduras et le Costa Rica, vers lesquels les contras pourraient à nouveau se replier. Le Secrétaire de l'ONU a demandé aux pays centraméricains de faire pression sur la contra, face à une situation jugée grave par le Conseil de sécurité.

Pendant ce temps, les dirigeants de la contra avec à leur tête le second de l'état-major, Ruben, ont décrété la suspension des négociations qu'ils menaient depuis trois jours à Managua avec le gouvernement sur la question des pôles de développement. Ruben a allégué pour cela

une soi-disant attaque par l'armée d'un groupe de contras désarmés dans la région de Waslala. Cette attaque lui a été signalée par la commission des droits de l'homme de la contra. Bien que les conclusions du groupe d'enquête ne soit pas encore rendues, tout indique qu'il ne s'agissait que d'une manoeuvre pour interrompre les négociations et que cette attaque n'a jamais eu lieu. Le responsable de la CIAV, Santiago Murray, chargé d'éclaircir cette affaire, a déjà averti que "les accusateurs auront à se justifier d'avoir répandu une fausse information".

Aujourd'hui, la situation devrait se débloquer avec les résultats de l'enquête et une éventuelle reprise des négociations. Le gouvernement devra définir les réponses qu'il opposera à la contra si elle ne respecte pas, comme tout le laisse prévoir, les délais fixés pour sa démobilisation.

### LES DERNIERS PALADINS

Par Raul Marín, repris de *Pensamiento Propio*

Managua, mai (NOTINIC / Pensamiento Propio). La revue "Pensamiento Propio" publie dans son numéro de mai un dossier sur la contre-révolution. Ces "paladins de la liberté", comme les appelait Ronald Reagan, constituent toujours une lourde menace pour le Nicaragua malgré l'arrivée au pouvoir de la droite pour laquelle ils ont fait campagne. Nous vous proposons cet historique de l'armée mercenaire.

Les chefs actuels de la contra, qui ont signé les derniers accords de démobilisation (avril et mai), ne sont pas les gardes somozistes qui ont quitté le Nicaragua en 1979, ni les mercenaires qui, en 1985, se préparaient à entrer en triomphateurs à Managua.

En général, ce sont des paysans qui se sont intégrés à la lutte en pensant que le gouvernement sandiniste tomberait rapidement sous les coups portés par les Etats-Unis. Pris dans une guerre cruelle et sans merci, ils ont perdu en chemin le meilleur de leur vie; abandonnés par leurs anciens chefs, ils tentent maintenant d'exercer un chantage sur le nouveau gouvernement.

### LA RESISTANCE ET LES AFFAIRES

Parmi ceux qui ont signé la fin de la guerre, seul Aristides Sánchez représente le groupe des somozistes fondateurs de la contra. Cet avocat abandonna le pays en mai 1980 pour le Guatemala, où il dédia son temps à collecter une aide financière auprès des chefs d'entreprise exilés pour la *Légion 15 septembre*, composée d'officiers de la Garde de Somoza. Il entra dans la première organisation anti-sandiniste, la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), dont il était secrétaire général en 1983. Depuis lors, A. Sánchez, dont les trois frères combattent dans les

rangs de la FDN, a fait partie de toutes les équipes de direction de la contra.

C'est le seul encore actif de la première génération dont tous les leaders historiques ont pris des chemins variés. Alfonso Robelo et Eden Pastora se consacrent aux entreprises qu'ils ont créées au Costa Rica, d'où ils dirigeaient les groupes contras qui entraient au Nicaragua par le sud. Alfredo César partage son temps entre ses responsabilités de secrétaire de la nouvelle Assemblée nationale et les affaires qu'il a montées grâce aux relations nouées avec le monde de la finance à l'époque où il dirigeait le système financier du gouvernement sandiniste.

Alfredo Calero, le plus ferme pilier de la CIA au sein de la direction de la contra, s'occupe à Washington de la fortune qu'il a accumulée en gérant les fonds étatsuniens pour la "Résistance". Arturo Cruz a refusé d'intéressantes propositions politiques au Nicaragua pour veiller à ses intérêts financiers à Washington. Seul A. Sánchez, gardien de la caisse des contras, est resté fidèle à la cause.

### LA DEFAITE DES MERCENAIRES

Les chefs militaires ne sont pas davantage les somozistes qui en 1981 se sont regroupés en Amérique centrale et aux Etats-Unis. Des membres de la délégation contra venue négocier à Managua en avril, seul Max Rodríguez, alias *Wilmer*, représente les anciens officiers de la Garde nationale qui, en 1979, se sont retrouvés au Guatemala, au Salvador, au Honduras ou à Miami. L'ancien garde somoziste Enrique Bermúdez, qui s'est auto-proclamé général des troupes rebelles après que les services secrets sandinistes aient assassiné le colonel Emilio Salazar à Tegucigalpa en 1981, a pris sa retraite il y a plusieurs mois à Miami.

Beaucoup de ses meilleurs hommes ont disparu au cours des premières étapes de la guerre. Par exemple, Emilio Chavarri, officier de la Garde rapidement devenu chef de l'état-major de Bermúdez grâce à ses contacts avec l'armée argentine; ou bien l'un des plus audacieux combattant de cette époque, Pablo Ortiz, alias *Le Suicidaire*. C'est lui qui créa le premier groupe de commandants de la FDN, parmi lesquels se trouvait *Mack, El Trigrillo* ou *Quiché*. Les auteurs des premières incursions en territoire nicaraguayen en 1981, un groupe de 600 à 800 hommes, durent leur célébrité plus à leurs crimes qu'à leurs succès militaires.

Dans les coulisses, E. Bermúdez tirait les ficelles, grâce aux contacts qu'il conservait de son séjour à Washington comme attaché militaire de la dictature. Le général états-unien Gordon Sumner et le congressiste Murphy, entre autres, réussirent à obtenir pour les premières unités contre-révolutionnaires, un entraînement en Floride. Emilio Chavarri emmena un groupe en Argentine d'où il ramena plusieurs officiers argentins qui servirent

d'assesseurs militaires. Enfin, l'ancien colonel Ricardo Lau parcourut toute l'Amérique centrale aux côtes des escadrons de la mort, tissant la sinistre trame de la conspiration mercenaire.

Mais quand le Département d'Etat commença à replâtrer l'image des "paladins de la liberté", comme Ronald Reagan aimait à désigner les contras, Chavarri et *Le Suicidaire*, ainsi que d'autres contras impliqués dans des crimes, furent fusillés par leurs propres compagnons. Ricardo Lau disparut de la carte quand on découvrit son nom dans le plan préparé par le major Roberto d'Aubuisson pour assassiner Mgr Oscar Romero; quand aux conseillers militaires argentins, ils retournèrent dans leur pays.

Bermúdez avait décidé de faire le ménage dans les rangs de la contra et de nouveaux cadres furent formés en 1983 dans des bases étatsuniennes selon la doctrine du "Manuel des opérations psychologiques", élaboré par la CIA. La Direction politique de la FDN fut créée dans le but de donner un contenu idéologique à l'aventure mercenaire.

#### LA MAIN DE LA CIA

Le Manuel des opérations psychologiques porta rapidement ses fruits : minage des ports nicaraguayens, attentats contre des unités de production, destruction de l'infrastructure sociale et aussi attentat contre Eden Pastora, qui refusait de s'intégrer à la FDN. D'autres dissidents politiques, comme Alfonso Robelo ou Fernando Chamorro, décidèrent d'entrer à la Direction politique de la FDN.

La hiérarchie militaire de la contra, organisée dès 1983 en cinq commandos régionaux, resta aux mains d'anciens officiers somozistes, comme Luis Moreno (*Mike Lima*), ou Juan Ramón Rivas (*Quiché*). Mais l'organisation de cette armée imposa la promotion à des postes de commandement intermédiaires des meilleurs combattants récemment passés à la contra. Des milliers de paysans se virent à ce moment-là impliqués dans la guerre, parmi lesquels Oscar Sovalbarro (*Ruben*), son frère Luis (*Johnny*) et Israel Galeano, alias *Franklin*, tous ayant à peine un niveau scolaire primaire.

La CIA pouvait alors présenter une image embellie de la contra, composée, selon ses rapports officieux, de 48% d'anciens sandinistes et de 23% d'anciens gardes somozistes. L'image politique de la contra devint plus forte grâce à la création de l'UNO, direction politique dominée par Arturo Cruz, Alfonso Robelo et Adolfo Calero. Ce dernier devint "commandant en chef de la FDN" et, grâce à tous ces changements, la contra obtint du Congrès une première aide de 27 millions de dollars, qui lui permit entre autres d'utiliser la première fusée Sam-7 en décembre 1985.

La guerre était désormais une menace nationale qui obligea le gouvernement à consacrer 50% de son budget à la

Défense. Le gouvernement sandiniste procéda au nettoyage des zones où les mercenaires avaient installé des bases d'appui et regroupa la population dans de nouveaux villages. La doctrine anti-insurrectionnelle impliqua des milliers de paysans, dont beaucoup prirent parti pour la contra.

#### DEFAITE STRATEGIQUE ?

Quand, en 1986, le Congrès approuva une aide de 100 millions de dollars à la contra, les rangs de la FDN grossirent au point de constituer une véritable armée, qui, réorganisée en commandos opérationnels, pouvait s'introduire au coeur même du pays, dans les départements centraux de Boaco et Chontales. Le commandement militaire était toujours aux mains d'anciens gardes somozistes, comme Walter Calderón, *Toño*, chef du commando Jorge Salazar. Il n'y avait pas assez d'officiers pour diriger les nouveaux pelotons de combattants, recrutés parfois de force. C'est dans cette conjoncture que surgirent des leaders comme *Franklin*, *Johnny* et *Ruben*. *El Tigrillo* et *Quiché*, la seconde génération de cadres, perdirent peu à peu le pouvoir.

Les nouveaux commandants étaient alors capables de s'infiltrer au centre du pays avec des groupes pouvant aller jusqu'à mille hommes et accentuèrent l'affrontement qui devint une authentique guerre civile. L'armée sandiniste lança sa plus grande offensive contre les "sanctuaires" de la frontière (Las Vegas au Honduras et Bocay au Nicaragua) et proclama que la contra était "stratégiquement vaincue", dans la mesure où elle perdait son arrière-garde à l'intérieur du pays, au Honduras et, progressivement, à Washington.

Depuis Miami, Bermúdez expliqua à ses troupes que la contra "ne pouvait gagner à court terme" et les invita à se préparer à une guerre prolongée, une guerre d'usure. C'est alors que naquit la "Résistance nicaraguayenne", ultime tentative pour donner à la contra une image civique. Dans ce but, la direction fut élargie et s'enrichit de nouvelles figures comme le social-démocrate Alfredo César, la démocrate-chrétienne Azucena Ferrey et Pedro Joaquín Chamorro fils (sans mérite politique particulier). Mais en 1988, la contra perdit au Congrès, qui refusa de voter une nouvelle aide militaire. Le moral des troupes paraissait devoir s'effondrer de façon imminente et les prédictions de l'armée sandiniste sur la défaite stratégique des mercenaires semblaient se réaliser. Mais l'heure des derniers "paladins de la liberté" était venue.

#### LE CHANTAGE

En mars 1988, la direction politique de la "Résistance" accepta la négociation directe avec les sandinistes et la signature d'un accord de paix. Alfredo César, Pedro Joaquín Chamorro et Alfonso Robelo se détournèrent de la guerre, cherchant à se placer, avec plus ou moins de succès, dans la politique ou les affaires. Calero comprit qu'il

allait arriver au bout de sa carrière politique. Certains chefs militaires, comme le "commandant" *Toño*, alors chef de l'état-major, échappa de peu à un attentat pour avoir accepté l'accord de paix.

Cependant, Bermúdez décida de chercher de nouveaux appuis pour continuer la guerre. Son argument pour maintenir sous son contrôle les nouveaux commandants - *Franklin, Johnny, Denis, Wilmer* - était que l'aide des Etats-Unis n'allait pas cesser tant qu'ils ne seraient pas entrés à Managua en libérateurs. Le chantage du vieux colonel somoziste consistait à dire qu'ils ne pourraient jamais revenir d'une autre façon dans leur pays.

Ce sont les jeunes commandants qui conçurent la nouvelle stratégie de survie de la contra. Peu de mois après la décision d'un cessez-le-feu unilatéral prise par les sandinistes et alors que les commissions de paix et de réconciliation tentaient d'obtenir sur le terrain que les premiers contras déposent les armes, *Franklin, Denis* et *Johnny* commencèrent à organiser un repli stratégique des troupes au Honduras; ils emmenèrent avec elles des milliers de paysans, la majorité sympathisants de la contra et les autres de force, qui furent installés dans un nouveau campement de "réfugiés", à Yamales. De petits pelotons restèrent au Nicaragua pour maintenir l'infrastructure logistique et le réseau de collaborateurs. Avec ces cartes en main, la contra obtint un nouvel accord bipartite au Congrès, qui vota une "aide humanitaire" de 49,7 millions de dollars. Cet argent servit à maintenir la pression de la guerre pendant la campagne électorale.

Mais Bermúdez avait abandonné le navire. Tout comme Calero, Robelo ou Pastora, il avait trouvé le moyen de toucher les dividendes de son aide à "la cause". *Franklin* et *Dimas*, les chefs militaires qui avaient sauvé la contra de la "défaite stratégique", poursuivirent le petit jeu du chantage qu'ils avaient appris de Bermúdez.

Initialement, en accord avec les secteurs de l'UNO qui s'opposèrent au Protocole de transition, ils tentèrent de négocier la dissolution de l'armée sandiniste. Mais ce que demandaient leurs hommes, cachés à l'intérieur du pays, c'était de l'argent pour revenir dans leur village ou des visas pour les Etats-Unis. Les accords de Montelimar, qui prévoyaient le désarmement "individuel et volontaire" des combattants et la remise à chacun d'eux d'une aide économique, constitua pour le nouvel état-major de la "Résistance" un rude coup qui obligea *Johnny* et *Franklin* à revenir au Nicaragua avec la majorité des troupes.

Les Accords de Managua, qui établissent la démobilisation définitive de la contra à l'intérieur du pays, portèrent un second coup qui mina l'autorité de l'état-major auprès des troupes. Antonio Lacayo déclara en sortant de la négociation : "Ceux qui n'acceptent pas de déposer les armes dans les délais et aux conditions fixés vont se conver-

tir en délinquants". De nouveau, les jeunes commandants répondirent par le chantage et exigèrent la destitution de Lacayo.

Mais cette armée vaincue ne dispose plus d'arrière-garde ni au Nicaragua ni à l'étranger. La dernière frontière où *Franklin* peut conduire ses hommes est la délinquance. Une fin peu glorieuse pour cette armée de "paladins" qui depuis des années est l'instrument d'une guerre sale contre le Nicaragua.

## ECONOMIE : L'INQUIETUDE PERSISTE

Par Ricardo Pino Robles

**Managua, 22 mai (NOTINIC).** Aux promesses du cabinet économique gouvernemental ne répond que l'angoisse, suscitée par la perte brutale de pouvoir d'achat et la menace généralisée de faillite pour les entreprises et les petits agriculteurs.

La population n'a que faire des bonnes paroles - des mauvaises raisons à l'heure de constater que manger est devenu difficile, que la menace plane de se voir privé de sa maison et, dans le cas des petits producteurs et commerçants, d'être au bord de la ruine. Le grave coût social des mesures économiques met en danger les objectifs avancés par le cabinet économique de la présidente Chamorro.

La nouvelle dévaluation décrétée le 21 mai (une autre est annoncée le 27 mai, ndlt) a ravivé les inquiétudes. La conséquence directe ne s'est pas faite attendre : une augmentation des prix aux consommateurs sans augmentation de salaires et la perte du pouvoir d'achat qui frappe durement les secteurs les plus vulnérables de la population.

Les mesures économiques prises jusque-là étranglent les entreprises, les petits et moyens producteurs et le danger de la paralysie de l'économie nationale est réel. Déjà, neuf entreprises d'Etat de Managua ont mis 3 000 travailleurs en chômage technique le 21 mai, unique solution avancée à la forte contraction des ventes.

L'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) qui regroupe 125 000 paysans du secteur privé ou coopératif a demandé au gouvernement de suspendre les décrets sur les révisions des confiscations et sur la mise en louage de leurs terres. L'UNAG exige la mise en place d'une politique financière et de crédit qui réponde à la situation des petits et moyens producteurs, la restructuration des dettes correspondant à l'année dernière et une solution au problème des 40 000 familles sans terre.

Ariel Bucardo, dirigeant de l'UNAG, a signalé que la production de grains de base souffre actuellement une

récession due au manque de confiance des paysans dans les mesures économiques prises par un gouvernement qui appuie les latifundistes. "Les producteurs ne sèment que pour leur survie, ils ont peur de s'endetter avec des crédits à 15% qu'il sera difficile de rembourser". Les tensions augmentent avec les pressions exercées par les anciens propriétaires qui veulent reprendre leurs terres. Le dirigeant paysan a averti la présidente que si elle se ferait aux revendications des agriculteurs, il ne répondait pas de ce qui pourrait se passer dans la campagne.

#### AMERIQUE CENTRALE :

##### NEGOCIATIONS ET MENACES

Par Ricardo Pino Robles

**Managua, 23 mai (NOTINIC).** Le FMLN estime qu'aujourd'hui, pour la première fois, de véritables possibilités de changements profonds s'offrent à la société salvadorienne. Les représentants de la guérilla et ceux du gouvernement d'extrême-droite se sont rencontrés du 16 au 21 mai dans la capitale vénézuélienne, pour négocier une issue au conflit qui ravage le Salvador depuis dix ans.

Les deux délégations se sont mises d'accord sur un calendrier qui prévoit six points de discussion : les forces armées, les droits de l'homme, le système judiciaire, le système électoral, la réforme constitutionnelle, les problèmes économiques et sociaux. Les termes de la négociation seront sujets à une vérification des Nations Unies. Le cessez-le-feu sera discuté et décidé d'ici septembre.

Le FMLN voit dans ce pas en avant un fait "positif" et le résultat d'une lutte tenace. Il estime que "le processus de négociation pourra avancer et porter ses fruits" sur le chemin d'une paix juste si la lutte populaire se renforce et s'élargit à de vastes secteurs. Le commandement de la guérilla a dénoncé l'offensive militaire et les bombardements réalisés par l'armée salvadorienne sur tous les fronts de guerre le jour même où s'engageait la négociation de Caracas. Tant que le règlement politique du cessez-le-feu n'aura pas eu lieu, la guérilla se réserve le droit de lancer des offensives militaires où et quand elle le jugera bon pour maintenir la pression sur le gouvernement de Cristiani et accélérer le processus de paix. Le FMLN a dénoncé d'autre part les atteintes à la liberté d'expression que constitue le brouillage des émissions des radios *Venceremos* et *Farabundo Martí*.

Les 28, 29 et 30 mai, la guérilla guatémaltèque devrait de son côté rencontrer à Madrid les différents partis politiques de ce pays, y compris le parti démocrate-chrétien au pouvoir.

Pourtant, si en Amérique centrale la tendance au règlement négocié des conflits armés se confirme, de sérieux

menaces planent sur ces efforts. Au Nicaragua, le gouvernement a pris l'offensive à coup de positions revanchardes, la contra a suspendu son désarmement et réclame sa part de pouvoir. Au Panama, l'invasion du 20 décembre a provoqué la formation d'un mouvement de résistance armée, le Mouvement du 20 décembre (M-20), en lutte contre l'occupation du pays par les troupes étatsuniennes. Cette situation pourrait avoir des répercussions sur le pays frontalier, le Costa Rica.

#### EN BREF

**EDUCATION : ON NETTOIE.** Le vice-ministre de l'Education H. Belli a décidé, sans consultation, de remplacer les livres de lecture du primaire par des ouvrages édités par l'Agence pour le développement international (AID, étatsunienne) et qui portent tour une dédicace de remerciement "au peuple et au gouvernement des Etats-Unis". Il est possible qu'il choisisse, parmi les textes proposés, un livre intitulé "Mon Honduras" qui serait réadapté. Par ailleurs, ses services vont réviser le contenu des programmes d'histoire, géographie et sciences. Il a déclaré vouloir "dépolitiser l'enseignement" et réintroduire les valeurs religieuses dans l'éducation.

**AIDE ETATSUNIENNE.** Le Congrès des Etats-Unis vient enfin d'accorder 300 millions de dollars d'aide au Nicaragua, qui vont être livrés avec le mode d'emploi : entre autres, 32 millions iront à la démobilisation de la contra, 50 au remboursement de la dette, 83 au secteur privé, 10 à la création d'emplois, 15 à l'éducation, 4 à la santé, 5 "à la presse et aux syndicats libres". Avec les 2 millions de dollars promis par le Japon, le Nicaragua va donc recevoir 302 millions, alors que des experts de toutes tendances estiment qu'il faudrait une injection de 600 millions de dollars cette année. Par ailleurs, le Nicaragua va demander 100 millions de dollars aux pays européens au cours de la Conférence des pays donateurs qui se tiendra les 6 et 7 juin à Rome.

**TOMAS BORGE PARLE.** Devant un millier de dirigeants syndicaux, Tomas Borge, membre de la Direction nationale du FSLN, a affirmé qu'il faut regrouper les forces sandinistes sur la base de la démocratisation du parti, entamer une discussion "à tous les niveaux et entre tous les niveaux". Faisant sans doute allusion à l'adhésion à l'Internationale socialiste, Tomas Borge a déclaré : "Aucune décision stratégique ne se prendra sans consulter la base". Evaluant que désormais l'affrontement serait idéologique, il a annoncé des propositions pour une nouvelle stratégie de lutte visant à la reconquête du pouvoir, tout en mentionnant cependant : "Nous serions idiots si nous ne nous préparions pas à d'autres éventualités". Enfin, il a insisté sur le caractère anti-impérialiste du FSLN. Nous vous offrirons de larges extraits de cet important discours dans le prochain bulletin.

**MAIN-BASSE SUR LA CREATION.** La loi de réforme sur l'Autonomie de l'Université menace un grand nombre d'institutions culturelles et de centres de recherche du pays. L'Institut nicaraguayen du cinéma (INCINE) et la cinémathèque qui en dépend n'y échappent pas. Après que le gouvernement a envoyé la police pour prendre possession de la cinémathèque, le directeur d'INCINE, Ramiro Lacayo, a reçu un message de solidarité de cinéastes et acteurs italiens, signé entre autres par Marcello Mastroianni, Ettore Scola, Monica Vitti et les frères Taviani.

## ANN - Interne

Chère lectrice, cher lecteur,

A la suite de la défaite électorale et des incertitudes qu'elle a entraînées au Nicaragua, vous avez été nombreux à vous inquiéter du sort de l'ANN et des suites pour notre travail. Nous avons beaucoup apprécié votre intérêt et vos lettres encourageantes. Nous tenons à vous en remercier.

Il n'a jamais fait l'ombre d'un doute que nos deux équipes NOTINIC / ANN - NOTINIC de Managua et ANN de Zurich - poursuivraient leur travail d'information. La question qui se posait était en réalité de savoir sous quelle forme et dans quelles conditions l'ANN pourrait continuer à oeuvrer à votre satisfaction. Disons-le: la situation actuelle n'est pas rose du tout !

Nous avons démontré combien nous étions attachés à une continuité du flux d'informations. Depuis les élections, vous avez reçu chaque semaine un nouveau numéro du *bulletin hebdo*. Et nous entendons bien poursuivre dans ce sens, malgré une augmentation des coûts qui dépassent nos rentrées d'argent.

Si l'on veut garantir la survie de l'agence à long terme, trois conditions essentielles doivent être remplies:

1. Réduire les coûts de façon drastique
2. Doubler le nombre des abonné(e)s
3. Trouver des sources de financement (dons, subventions, etc.) auprès de groupes de solidarité et d'organisations afin de couvrir plus de 30% des coûts fixes

Vu que l'édition du bulletin français est la plus problématique, nous nous sommes tout particulièrement penchés sur ce domaine à la recherche d'une solution. Nous voulons que l'ANN soit mieux ancrée en France et qu'elle s'étende au-delà du cercle actuel de lecteurs et sympathisants.

Nous vous demandons votre soutien dans cette initiative visant la création d'une antenne ANN en France. Les tâches incombant au service d'édition française sont les suivantes: rédaction finale, impression et envoi, publicité, contact-client, financement.

Nous cherchons une organisation, un petit groupe ou une personne qui assurera de manière fiable la sortie hebdomadaire du *bulletin hebdo*, soit 45 numéros par an. Nous pouvons même nous imaginer une collaboration avec d'autres médias. Le travail sur un ou deux jours sera rémunéré selon nos possibilités.

**Profil demandé:** aptitudes d'organisation, esprit d'initiative, expérience de rédaction et de révision, connaissance du Nicaragua et de la langue espagnole.

Pour de plus amples informations, contactez-nous; Tel. + 41/ 1/ 382 03 67.

Conseils et "tuyaux" seront les bienvenus.

L'équipe ANN

**IMPRESSUM** NOTINIC *Noticias de Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie des bulletins hebdomadaires en français et allemand et un service journalier en espagnol. Coordinateur: Roberto García.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Rédacteur responsable à Zurich: Felix Nussbaum. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

